

DON FRANCE - AMÉRIQUE LATINE

# américa latina

bulletin mensuel de la communauté latinoaméricaine de paris

NUMERO 8. JULIO 1973. PRIX 2.- F.

CHERS LECTEURS... QUERIDOS LECTORES... PREZADOS LEITORES...

D'ici quelques jours commencent les grandes vacances qui pendant deux mois vont mettre en sommeil toutes les activités liées à la vie universitaire française. "AMERICA LATINA" n'échappe pas à cette dispersion générale qui réduit Paris à l'état léthargique d'une simple ville de Province, débarrasse les boulevards de leur circulation pléthorique et multiplie aux vitrines des boutiques les affiches annonçant au client une longue fermeture. "AMERICA LATINA" mettra donc aussi sur sa porte "Fermeture jusqu'au 1 septembre" ce qui permettra à l'équipe de rédaction de prendre quelque repos bien mérité!

A vous, chers lecteurs, tous nos meilleurs voeux pour ce temps de vacances et permettez-nous de saisir cette occasion pour vous remercier de l'intérêt, des encouragements et de l'aide que vous avez apportée jusqu'ici à notre petite équipe de rédaction.

Nous espérons que ce numéro de juillet, que nous avons augmenté exceptionnellement de 6 pages, vous intéressera autant que les précédents et que vous y trouverez réalisés les désirs qui avaient été exprimés au cours de la dernière réunion générale des lecteurs dont le numéro de juin vous a rendu compte.

Mais déjà nous pensons au numéro d'octobre et aux suivants. C'est pourquoi nous nous permettons de vous rappeler que nous attendons de votre part toute l'information latino-américaine que vous pourriez juger intéressante pour "AMERICA LATINA". Certains d'entre vous vont même retourner pour quelques mois dans leur pays d'Amérique Latine: qu'ils n'oublient pas de recueillir sur place l'information qui devrait être divulguée en Europe et que la grande presse ignore. Par ailleurs la rédaction d'"AMERICA LATINA" est intéressée à acquérir tout ouvrage publié en Amérique Latine concernant la problématique chrétienne du continent, à quelque niveau que ce soit.

Bonnes vacances donc à tous !

L'Equipe de Rédaction :

Salvador Diez de Sollano  
Edouard Gueydan  
Georgina Londono  
François Malley  
Jerônimo Vasconcelos

COP 10316

## SOMMAIRE:

1. DEPLACEMENT SOCIAL DE L'INTERET RELIGIEUX EN AMERIQUE LATINE. . . . .  
Par Jesus GARCIA. . . . . p. 3
2. BRESIL: LA DEMISSION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE. . . . .  
Cirne LIMA. . . . . 5
3. LETTRE A L'AMBASSADEUR DU BRESIL EN FRANCE. . . . .  
Par plus de mille Français. . . . . 8
4. LE PROCES DES 34 PRETRES DE BELO HORIZONTE. . . . .  
Déclaration des prêtres . . . . . 9
5. UNE IMPORTANTE DECLARATION SUR LA SITUATION DU NORD-EST BRESILIEN. (un extrait).  
Les Evêques et les Provinciaux bénédictains et jésuites du Nord-Est brésilien . . . . . 11
6. "CRISTIANOS", SI ... "SOCIALISMO", TAMBIEN  
Por Luis G. DEL VALLE, México. . . . . 13
7. ENTRE LA PROCLAMA Y LOS PROGRAMAS. (segunda y ultima parte) . . . . .  
Héctor BORRAT, Montevideo, Uruguay . . . . . 14
8. ES EL CRISTIANISMO UNA RELIGION? . . . . .  
Por Carlos CONDAMINES, Chile . . . . . 19
9. LA PAZ, BOLIVIA: MEDIOS CATOLICOS CENSURAN NUEVOS DESTIERROS ORDENADOS POR EL REGIMEN DE BANZER. . . . .  
Noticias Aliadas Nº 18, 3-V-73 . . . . . 22
10. CARACAS, VENEZUELA: UNA AUTORIDAD VATICANA SE OPONE Y DESAUTORIZA LA ORIENTACION DE LA IGLESIA LATINOAMERICANA . . . . .  
Noticias Aliadas Nº 20, 17-V-73 . . . . . 22
11. EL VETO A DOM HELDER CAMARA EMPEORA LA IMAGEN QUE PRESENTA LA IGLESIA COLOMBIANA.  
Analicias, Nº 14, Bogotá, Colombia. . . . . 23
12. COLOMBIA: LOS INDIGENES RECLAMAN SUS TIERRAS AL SEMINARIO CONCILIAIR DE LA ARQUIDIOCESIS DE POPAYAN Y COMO RESPUESTA RECIBEN LA CARCEL. . . . .  
Noticias Aliadas Nº 22, 3-V-73 . . . . . 23
13. SANTO DOMINGO. DISCURSO DEL P. RUBIO MOSTRANDO LA VIOLENCIA QUE DOMINA EN TODO EL PAIS. . . . . 25

DEPLACEMENT SOCIAL DE L'INTERET RELIGIEUX EN AMERIQUE  
LATINE

Dans une note inédite, Jesús García, qui fut pendant trois ans responsable de l'Amérique latine au secrétariat de la Commission pontificale Justice et Paix, propose quelques éléments d'analyse sur le déplacement de l'intérêt religieux dans le contexte socio-politique latino-américain ( Foi et développement N° 8 )

" La sécularisation" et la " déchristianisation" massives consécutives au développement industriel européen n'ont pas eu leur contrecoup ou leur réplique en Amérique Latine, parce qu'en Amérique latine il existe trois grands groupes sociaux aux comportements religieux complément différents:

1° la religiosité syncrétise autochtone, produit d'une superposition culturelle acceptée, tolérée, face à la puissance de l'envahisseur culturel, mais non intériorisée;

2° la religiosité hispanique traditionnelle, conservée dans les secteurs ruraux non indigènes, et plus ou moins isolée du monde extérieur industriel et urbain;

3° la religion ornementale, protocolaire et formelle des élites dirigeantes, particulièrement dans les pays d'étroite alliance entre Eglise, Etat et classes possédantes.

Les classes moyennes et indépendantes naissantes seront les seules à ressentir le processus sécularisant occidental, spécialement les intellectuels, la jeunesse étudiante et les leaders populaires les plus "éveillés" pour qui la religion est l'anesthésiant des pauvres et l'ornement légitimateur des riches, la justification de l'aliénation et de l'oppression.

Dès lors, tandis qu'en Europe ce sont les masses populaires (plus intégrées et participantes au progrès économique et à l'éducation formelle) qui subissent l'impact sécularisant avec quelques élites anticléricales et rationalistes, en Amérique latine ce sont les classes populaires qui se cramponnent à leurs schémas religieux (syncrétistes ou traditionnels selon des groupes ethniques) et dans l'étape d'aggiornamento postconciliaire sont attentives au changement religieux; tandis que les élites intellectuelles indépendantes et critiques du statu quo (précédemment anticléricales et irreligieuses) et non radicalisées dans la militance marxiste sont attirées par une nouvelle expression religieuse centrée et polarisée sur des thèmes existentiels et humains comme la promotion humaine, la justice, la libération, etc.

Tout ceci entraîne un des phénomènes les plus originaux et les plus inattendus par rapport aux théories socio-religieuses classiques sur la sécularisation : la " desindifferentización " (cesser d'être indifférent) de larges secteurs de la population face au fait religieux et à sa signification dans la problématique sociale; tandis que les uns découvrent dans la religion et dans son appareil institu-

tionnel un allié insoupçonnable, légitimateur de l'ordre qu'ils prétendent défendre et maintenir, d'autres, dépassant la facade institutionnelle et structurelle et allant aux contenus plus profonds du christianisme, y trouvent un ferment libérateur et innovateur qui les conduit à opter pour les profonds changements et transformations.

Vers la première position évoluent paradoxalement de larges secteurs venant -- des rangs d'un anticléricalisme libéral qui du fait de leur vision parcellaire de la réalité et du dualisme sous-jacent d'ordres irréductibles (temporel-spirituel, séculier-religieux) reléguèrent antérieurement l'Église et la religion "à la sacristie et à l'autel" et maintenant lui confèrent le rôle de proclamation et légitimation des principes de base des démocraties libérales: propriété privée, liberté, droits individuels fondamentaux, valeur absolue et statique de la loi, de l'autorité et de l'ordre, en un mot lui confèrent la défense et conservation de la civilisation chrétienne occidentale, expression qui occulte la défense réelle des situations, intérêts et privilèges des minorités sur de larges secteurs exploités et marginalisés...

".. Vers la deuxième position (christianisme engagé dans le changement) évoluent d'autres secteurs anticléricaux ou religieusement indifférents dans le passé comme les intellectuels de gauche, les jeunes universitaires, les leaders populaires les plus lucides et conscients de la situation de marginalisation et d'oppression du peuple, beaucoup d'entre eux étant arrivés à cette prise de conscience dans les mouvements apostoliques spécialisés " ...

+ + + + + + + + + +

---

CONDITIONS D'ABONNEMENT A "AMERICA LATINA":

FRANCE

- Abonnement ordinaire (10 numéros) . 18.- F
- Abonnement (pour étudiants) . . . . 15.- F
- Abonnement de soutien, à partir de: 25.- F
- Prix du numéro: 2.- F.

EUROPE ET AMERIQUE LATINE:

5 dollars, par chèque ou virement postal.

N.B. - Prière de libeller les chèques à l'ordre de COMMUNAUTE LATINO-AMERICAINE DE PARIS.

---

BRESIL: LA DEMISSION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Le 9 mai 1973, M. Cirne Lima, ministre de l'Agriculture, remettait sa démission au président de la République. Dans sa lettre de démission, dont le texte suit, - il évoque les récentes difficultés de ravitaillement en lait et en viande des centres urbains; il souligne sans équivoque le conflit qui l'oppose au ministre des Finances, et, à travers lui, à la politique accordant la-- priorité aux détenteurs étrangers du capital national.

( Traduction DIAL - D- 98 )

A Son Excellence  
Monsieur le Président de la République,

Lors de votre déclaration d'acceptation (de la présidence de la République), - vous aviez déjà, Monsieur le Président, manifesté un intérêt tout particulier -- pour les problèmes de l'agriculture brésilienne, et nous nous souvenons tous des passages de votre discours d'investiture consacrés aux paysans, c'est-à-dire à -- ces gens qui vivent exclusivement de la terre et dans ces terres.

Nous croyons que, durant les trois premières années, votre gouvernement a pleinement atteint son objectif en s'appliquant à mettre l'agriculture, les intérêts- et le bien-être des paysans dans la situation la plus privilégiée de toute l'histoire de la République.

L'ensemble des mesures prises par votre gouvernement ont caractérisé la priorité accordée au secteur agricole, et j'ai eu, au sein du gouvernement, le privilège d'être responsable de leur application.

Votre détermination, dictée par des intérêts supérieurs et humains, à vouloir- réduire davantage encore le rythme de l'inflation qui mine la vie du pays, a ce-- pendant fait, Monsieur le Président, que, à notre avis, des distorsions sont ap-- parues dans le système gouvernemental et dans ses méthodes, ce qui a entraîné une inégalité dans la distribution entre les divers secteurs de l'économie des responsabilités et des charges résultant de cet effort, faisant ainsi supporter à l'a-- griculture un poids incomparablement plus lourd alors qu'elle n'a jamais souhaité l'inflation ni n'en a été bénéficiaire.

Comme on le sait, la situation mondiale des prix agricoles est la préoccupation majeure des populations et des gouvernements de toutes les nations, des plus développées et des plus riches à celles où la famine et la misère son endémiques.

L'entrée de l'Union Soviétique en Occident comme acheteur de produits alimen-- taires et la possibilité pour la Chine continentale de faire de même représentent un défi singulier pour le monde actuel, mais en ce qui concerne le Brésil, davan-- tage comme possibilité que comme difficulté.

Pour la première fois depuis vingt ans, les prix des produits agricoles sont - en hausse sur les marchés internationaux, et, tout en respectant votre saine et - sage décision d'accorder la priorité au consommateur brésilien, le Brésil se trou-- ve ainsi placé - comme cela lui revient devant un large secteur de travail comme-

exportateur de produits alimentaires et de fibres dont les prix, convenablement soutenus, permettraient aux pays de l'intérieur, producteurs ruraux authentiquement brésiliens, d'avoir enfin des possibilités de revenus telles qu'ils n'en connaissaient plus depuis des années. D'ailleurs, comme vous le savez bien vous-même, Monsieur le Président, c'est grâce aux produits agricoles que les pays les plus industrialisés eux-mêmes connaissent encore les meilleures recettes à l'exportation.

Malheureusement, en cherchant à assurer le ravitaillement interne sans toucher à la stabilité réclamée par le consommateur urbain, les mécanismes gouvernementaux ont davantage favorisé le secteur industriel et commercial de l'exportation, au bénéfice croissant des étrangers et au détriment inversement proportionnel des brésiliens susceptibles de bénéficier des résultats de la prospérité du pays.

L'économie du Brésil a atteint des degrés extraordinaires de développement au cours des dernières années, mais comme vous l'avez affirmé de façon réitérée, Monsieur le Président, la croissance économique n'est pas une fin en soi, mais un instrument de la justice sociale. Les objectifs du plan de développement, qui sont atteints dans la mesure où diminuent la famine, la misère, la pauvreté et la maladie, demeurent votre préoccupation, Monsieur le Président, comme celle de tous les brésiliens.

La recherche de l'efficacité et de la productivité, nécessaire sans doute, a cependant réduit à néant les intérêts du producteur moyen, du petit industriel ou de l'industriel moyen, lesquels sont des brésiliens, au profit des corporations multinationales, indispensables elles aussi, mais dans la mesure où, comme dans n'importe quel autre pays, elles sont disciplinées de façon adéquate pour favoriser les intérêts de la collectivité.

Dans la détermination des besoins nationaux et des priorités nationales, nous croyons que le facteur du capital est l'objet d'une protection qui le rend incompatible avec la poursuite des objectifs nationaux. La rémunération du capital, qui devient de moins en moins brésilien, fait que la dette externe, la balance des paiements et, dans le pays, le prix de l'argent rendent pratiquement impossible la résorption souhaitée de l'inflation, si ce n'est en en faisant payer le coût disproportionné à d'autres secteurs de l'économie, en l'occurrence le secteur agricole.

Les méthodes utilisées pour faire diminuer le taux d'inflation dans le pays ne peuvent donc pas recevoir notre accord.

Depuis janvier, les prix des produits agricoles retiennent l'attention publique au Brésil, comme du reste dans le monde entier, et, je le répète, l'insistance mise et les méthodes utilisées pour parvenir à un accord exigent de nous des complaisances et des concessions incompatibles avec notre formation. Je ne discute pas des instruments de l'action gouvernementale, mais des méthodes et des principes de leur application.

J'estime, permettez-moi de vous dire, Monsieur le Président, que le problème majeur vient de la faiblesse de nos institutions, qui est disproportionné par rapport à la croissance de quelques intérêts restreints à l'intérieur du pays, lesquels sont pratiquement dépendants de l'arbitraire de quelques administrateurs. Et les corrections classiques de la politique économique et financière, utilisées dans bien d'autres pays, se trouvent être chez nous, en raison de la manière dont elles sont mises en œuvre, presque toujours nuisibles à l'intérêt public.

Un collègue, également ministre d'Etat (1), m'a plusieurs fois répété que "le gouvernement est une entité essentiellement amoral" et que, pour cette raison, tous les moyens sont bons pour parvenir aux fins désirées.

Monsieur le Président, entre cette affirmation et mes convictions, il existe un grand abîme. Je ne puis le franchir. "J'ai toujours cru que la vérité est supérieure au mensonge et le courage supérieur à la lâcheté". Aujourd'hui, je me -- trouve face-à-face avec mes propres principes.

Je souhaite, Monsieur le Président, que vous conserviez un profond sentiment de foi et d'espérance en ces hommes qui travaillent à la colonisation de l'Amazonie sous la responsabilité d'un organisme qui m'était subordonné. Portez-leur ma parole de respect et d'amour, car je ne crois pas qu'il existe des brésiliens -- plus importants qu'eux dans la conjoncture nationale actuelle. Au Nord-Est, ce que je considère comme l'effort le plus valable de distribution de terres déjà réalisé au Brésil en est encore à ses débuts. Enfin, de nombreux centres de ravitaillement sont déjà entrés en fonctionnement, et d'autres sont à la veille d'être inaugurés, représentant ainsi l'oeuvre la plus durable et la plus valable de celles -- que vous avez entreprises en vue de l'amélioration des conditions de vie du peuple brésilien.

Tiré de l'anonymat de mon Etat natal pour exercer les fonctions de ministre d'Etat, je puis vous assurer, Monsieur le Président, que j'ai toujours cherché à -- honorer votre confiance et la charge à laquelle je renonce par cette lettre. L'heure est pour moi venue de partir afin de restituer à mon père et, d'ici peu, -- transmettre à mes enfants un mon dont j'ai cherché à être à la hauteur de ses traditions dans la dignité, l'indépendance, la fidélité et l'honneur.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments de haute estime et considération.

CIRNE LIMA

(1) Il s'agit de M. Delfim Neto, ministre des Finances (NdT)

+ + + + +

"PEUPLES DU MONDE" N° 62, JUIN 1973, magazine de la Mission Universelle, présente:

+ ARGENTINE: L'Eglise a rejoint son peuple. Par Marie-Paule Défossez, p 35-37.

+ EQUATEUR: un évêque discuté, Mgr. Proano. Par André Chottin, p 38-39.

"CROISSANCE DES JEUNES NATIONS" N° 135, MAI 1973, présente:

+ AMERIQUES: Indien qui est-tu?, par Xavier Grall. p 4

+ PANAMA: école anti-guérilla de l'Amérique du Sud. Par Emmanuel Gabey. p. 8

+ ARGENTINE: 17 ans après, les péronistes reviennent au pouvoir. Pour quoi faire?. Par François Malley, p. 12

LETTRE A L'AMBASSADEUR DU BRESIL EN FRANCE.

Le conflit de Santa Teresinha, dans le Mato Grosso, mettant aux prises des petits cultivateurs et une grande société d'élevage -- (cf DIAL 59, 60, 6L, 62, 63) vient de connaître un rebondissement: la condamnation à 10 ans de prison ferme du curé du village, le P. François Jentel, de nationalité française. Des français écrivent à l'ambassadeur du Brésil en France pour protester.

DIAL D 103.

Embargo: lundi 18 juin à 8 h.

Monsieur l'Ambassadeur du Brésil.  
45 avenue Montaigne  
75008 PARIS

Paris, le 7 juin 1973.

Monsieur l'Ambassadeur,

C'est avec stupéfaction que nous, soussignés, avons appris la condamnation, le 28 mai dernier, du Père François JENTEL à dix années de réclusion criminelle par le Tribunal Militaire de Campo Grande (Mato Grosso).

Résidant au Brésil depuis 1954, curé du village de Santa Teresinha (Mato Grosso) depuis plus de quinze ans, et bien qu'il soit de nationalité française, le Père François JENTEL est surtout connu parmi nous, en France, pour son dévouement envers les populations brésiliennes les plus démunies de la région du Fleuve Araguaia, en particulier les indiens "Tapirapés" et les petits cultivateurs.

Parce que, dans un conflit concernant la propriété foncière, il a pris la défense de ces derniers contre les prétentions illégales de la Compagnie de Développement de l'Araguaia - CODEARA, dont le siège social est à São Paulo, rua Boa Vista, n° 470, il a été accusé d'organiser un soulèvement armé des paysans du lieu et d'être responsable de l'échange de coups de feu qui s'est produit le 3 mars 1972 entre des paysans et un groupe formé de policiers privés de la CODEARA assistés d'un détachement de la Police Militaire.

Nous nous permettons d'abord de vous rappeler, Monsieur l'Ambassadeur, les éléments essentiels de cette affaire, à savoir:

1- l'avis favorable donné le 29 novembre 1967 par Monsieur le Président de la République, à l'époque le Maréchal Costa e Silva, au rapport transmis le 12 avril 1967 par Monsieur Tomaz Balduino, évêque de Conceição do Araguaia et à l'époque supérieur hiérarchique du Père François JENTEL, rapport dans lequel l'évêque demandait en particulier qu'il soit procédé à l'expropriation de la zone urbaine de Santa Teresinha pour mettre fin aux prétentions de la CODEARA;

2- le décret n° 1293 du 31 mai 1972, signé par M. José Francisco de Moura Ca-

valcanti, président de l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire - INCRA, et décidant l'expropriation de la zone urbaine de Santa Teresinha au bénéfice des habitants du lieu;

3- l'attitude constante du Père François JENTEL et ses appels réitérés dans le sens d'une solution pacifique et légale du conflit.

Nous ne comprenons donc pas comment une affaire qui a connu un règlement légal peut aujourd'hui aboutir à la condamnation du Père François JENTEL, lequel n'a fait qu'aider les paysans à défendre leurs droits, reconnus jusqu'ici par la Constitution brésilienne.

Nous vous prions d'intervenir pour que soit révisé ce procès et annulée cette scandaleuse condamnation, car l'injustice flagrante dont est victime le Père François JENTEL est un nouvel élément qui vient à s'ajouter à ceux, déjà trop nombreux, qui ternissent aujourd'hui l'image de votre pays dans le monde.

En raison de la gravité du fait et du caractère public qu'il a revêtu, nous nous permettons de vous informer que nous devons, après vous avoir transmis cette lettre, en porter le contenu à la connaissance de l'opinion publique française et internationale.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de nos sentiments respectueux.

(suivent plus de mille signatures).

LE PROCES DES 34 PRETRES DE BELO HORIZONTE, BRESIL.

Inculpés le 10 juillet 1971 pour "incitation à l'animosité contre les autorités" pour un tract publié en 1968, 34 prêtres ont été acquittés par le Tribunal Militaire de Juiz de Fora le 7 juin 1973. Ci-joint le texte du tract.

DIAL D 102.

DECLARATION DES PRETRES.

Hier, un étudiant a été assassiné par la Police de la Guanabara au moment où, en compagnie d'autres camarades, il présentait des revendications justifiées.

Cela devait arriver, tôt ou tard.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les étudiants brésiliens se voient frustrés de leurs droits et qu'ils sont victimes d'une répression de plus en plus violente. Les heurts vont se répétant entre les étudiants et les policiers. Ceux-là représentent le non-conformisme des générations nouvelles et une force encore capable de se rebeller contre le climat d'oppression, alors que ceux-ci sont presque toujours appelés à "défendre" "l'ordre établi" et le gouvernement, davantage préoccupé de sa propre sécurité que du bien-être du peuple.

Les étudiants ne peuvent pas et ne doivent pas accepter une politique qui retire de plus en plus son appui à l'éducation et à l'enseignement pour renforcer de plus en plus son système militaire. Voilà bien l'un des aspects des plus significatifs: des militaires de mieux en mieux armés faisant face à des étudiants de moins en moins soutenus par les responsables.

La faiblesse des étudiants est le reflexe de "l'insécurité" d'un peuple devant "la sécurité militaire" de plus en plus grande du gouvernement. Cette situation va continuer tant que demeureront inchangées les orientations fondamentales de notre gouvernement, tant que l'on n'admettra pas que le Brésil a besoin de plus d'étudiants que de militaires; de plus d'universités que de casernes; de plus de livres que d'armes; de plus de liberté, de justice et de paix que de surveillance, de peur et de répression.

Si le jeune étudiant tué est en train de devenir un symbole, le bra assassin de vient lui aussi un symbole.

Il est probable que tout va être mis en oeuvre pour diminuer l'importance de cet événement. Mais il est urgent que le peuple et le gouvernement prennent conscience de la gravité de la situation: quand on commence à tuer, et à tuer celui qui réclame du pain et de la justice, on peut craindre que le pain et la justice ne viennent à manquer ou, alors, que le jour ne soit proche où beaucoup seront disposés à lutter pour les obtenir, même s'ils doivent pour cela sacrifier leur vie.

Voilà pourquoi, mis par l'Eglise au service du peuple et prédicateurs du salut total de l'homme conformément aux valeurs évangéliques, nous nous déclarons solidaires de la jeunesse étudiante dans le deuil et nous élevons notre protestation contre la violence agressive de cet événement et contre la violence sourde des structures qui, comparées avec "Populorum Progressio", pourraient être qualifiées d'oppressives du peuple.

Belo Horizonte, le 29 mars 1968.  
(suivent 35 signatures, dont un maintenant décédé)

+ + + + + + + + + +

"La Iglesia latinoamericana ... ha situado en el CENTRO DE SU ATENCION AL HOMBRE de este continente, que vive en un momento decisivo de su proceso historico. De este modo ella no se ha 'desviado' sino se 'ha vuelto' hacia el hombre, consciente de que 'para conocer a Dios es necesario conocer al hombre'. Pues Cristo es Aquel en quien se manifiesta el misterio del hombre (GS 22), ha buscado la Iglesia comprender este momento historico del hombre latinoamericano a la luz de la Palabra, que es Cristo".

Conferencia General del Episcopado Latinoamericano.  
MEDELLIN (Introduccion).

UNE IMPORTANTE DECLARATION SUR LA SITUATION DU NORD-EST  
BRESILIEN.

Nous présentons ci-dessous un extrait de l'important document publié le 6 mai dernier, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, par les Evêques et les Provinciaux bénédictains et jésuites du Nord-Est du Brésil.

Ce texte s'inscrit dans ce que les théologiens appellent "le courant prophétique" de l'Eglise. Il est typique de ce que les politologues définissent comme "le rôle de substitution politique de l'Eglise" dans un régime où est étouffée la voix des partis et des syndicats.

Le document a été traduit et publié par l'Agence DIAL - dans une vingtaine de pages. (D 99).

"J'AI ENTENDU LES CRIS DE MON PEUPLE" (Exode 3,7)

Devant la souffrance de notre peuple, humilié et opprimé depuis tant de siècles en notre pays, la Parole de Dieu nous presse à prendre position. A prendre position aux côtés du peuple. A prendre position aux côtés de tous ceux qui, avec lui, travaillent à sa libération véritable.

La situation sociale, économique, politique et culturelle de notre peuple est un défi lancé à notre conscience chrétienne. La sous-nutrition, la mortalité infantile, la prostitution, l'analphabétisme, le chômage, la discrimination culturelle et politique, l'exploitation, l'inégalité grandissante entre riches et pauvres, et bien d'autres conséquences sont la marque caractéristique d'une situation de violence instituée dans nos pays.

Les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres à cause du processus asservissant de la concentration économique inhérente au système.

Par ailleurs, la nécessité de la répression, destinée à garantir le fonctionnement et la sécurité du système capitaliste associé, se manifeste de façon toujours plus irrésistible et implacable à travers la contrainte exercée sur le cadre constitutionnel et la législation, la dépolitisation des syndicats ruraux et urbains, la saignée des organisations étudiantes, et à travers, enfin, les mécanismes de censure, les mesures policières contre les ouvriers, les paysans et les intellectuels, ainsi que les vexations infligées aux prêtres et aux militants des Eglises chrétiennes, tout cela prenant les formes variées de l'emprisonnement, de la torture, de la mutilation et de l'assassinat.

Cependant, cette réalité misérable qui s'abat de façon plus pesante sur le Nord-Est, n'est pas la conséquence inévitable d'une insuffisance de la nature; elle est avant tout la conséquence d'un processus déterminé par la volonté des hommes engagés aux côtés du capitalisme international. C'est elle qui a rendu possible l'édification d'une société injuste et qui continue à l'écraser de son poids pour assurer la défense, la protection et l'accroissement de leurs privilèges. L'injustice -

née de cette société est le fruit des relations capitalistes de production qui donnent obligatoirement naissance à une société de classes portant la marque de la discrimination et de l'injustice.

Le capitalisme international et ceux qui se sont engagés à ses côtés dans notre pays --la classe dominante-- imposent un type de culture différente par l'utilisation de tous les moyens de communication et d'éducation. Ils se servent de cette culture pour justifier leur domination et pour dissimuler le système d'oppression sur lequel ils s'appuient. En même temps, ils essaient de droguer la conscience des couches populaires en s'appliquant à détourner notre peuple des véritables objectifs globaux de transformation de la société.

Le processus historique de la société de classes et la domination capitaliste -- conduisent fatalement à l'affrontement des classes. Bien que ce soit un fait chaque jour plus évident, cet affrontement est nié par les oppresseurs, mais il se trouve également affirmé dans cette propre négation. Les masses opprimées des ouvriers, des paysans et des nombreux sous-employés en prennent conscience et assument progressivement un désir renouvelé de libération.

La classe dominée n'a pas d'autre issue pour se libérer que de suivre le long -- et difficile chemin, déjà commencé, qui mène à la propriété sociale des moyens de production. C'est la le fondement principal d'un gigantesque projet historique de transformation globale de la société actuelle en un société nouvelle dans laquelle il devienne possible de créer les conditions objectives permettant aux opprimés de récupérer l'humanité dont ils ont été dépouillés, de faire tomber les chaînes de leurs souffrances, de vaincre l'antagonisme des classes, et, enfin, de conquérir la liberté.

L'Evangile appelle tous les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté à s'engager dans ce courant prophétique.

L'espérance chrétienne, qui fait entrevoir une nouvelle humanité réconciliée avec elle-même et en communion fraternelle avec l'Univers, ne nous permet pas de rester sans rien faire dans l'attente soumise du moment de la restauration de toutes choses, "la libération de la servitude de la corruption pour entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu" (cf. Romains 8, 12-22), mais elle exige de nous une présence attentive et agissante, capable de faire naître dans le flot de l'histoire les signes de la Résurrection, les ébauches de la nouvelle humanité à venir.

(suivent les signatures de 13 évêques et de 5 supérieurs religieux).

+ + + + +

"Escucha mis palabras oh Señor

Oye mis gemidos

Escucha mi protesta

Porque no eres tú un Dios amigo de los dictadores

ni partidario de su política

ni te influencia su propaganda.

(Salmo 5. Ernesto CARDENAL.)

"CRISTIANOS", SI ... "SOCIALISMO", TAMBIEN.

- Ni cristianismo por el socialismo,
- ni cristianos para el socialismo,
- ni socialismo para el cristianismo,
- ni socialistas por el cristianismo,
- ...sino, CRISTIANOS POR EL SOCIALISMO.

Por Luis G. del Valle, S.J.

( CRISTIANOS POR EL SOCIALISMO" No. 1 marzo/73.  
México. )

— Cuando hace poco menos de un año con ocasión de un congreso celebrado en Santiago de Chile se supo en la opinión pública de la existencia de un grupo de "Cristianos por el Socialismo" se registraron varias reacciones. Entre los cristianos y entre los que luchaban por el socialismo, hubo algunas posturas y críticas que muestran que no se ha comprendido el significado preciso del título "Cristianos por el Socialismo".

No se trata de decir "cristianismo, por el socialismo". No es en fuerza del cristianismo que queremos una sociedad de tipo Socialista. No es la fe cristiana la que dicta desde las alturas de la concepción global del mundo y de Dios las opciones — que los hombres tomamos en nuestro caminar por las vicisitudes de la historia. La fe no es ni puede ser un sistema ideológico que imponga a quien lo mantiene una manera concreta de cooperar en los problemas de la convivencia humana. La fe se mueve en el nivel de la respuesta a Dios que nos ha interpelado y nos interpela continuamente en Jesucristo, suscitando la esperanza de que El está con nosotros, pero no en lugar de nosotros. Es una interpelación que, de ser aceptada, nos desinstala de la situación adquirida para ir hacia una nueva, pero sin señalarnos el camino.

Los grupos humanos que han aceptado la interpelación de Dios en Jesucristo se organizan en Iglesias y construyen sistemas de pensamiento religioso. Eso ya forma el cristianismo a nivel sociológico. No es pretensión de "cristianos por el socialismo" que la única manera de organizarse en Iglesias o de construir sistemas de pensamiento a partir de la aceptación de la fe deba ser en corporaciones religiosas que en cuanto tales profesen el socialismo como una confesión de una nueva fe con un credo nuevo. Lo religioso y el compromiso por trabajar en la construcción del mundo de los hombres no se confunden, aunque si están estrechamente ligados.

El vínculo no es sin embargo un vínculo de subordinación. No tenemos fe para ser socialistas, si somos socialistas para tener fe. Y aquí rechazamos otro equívoco por el que se habla de "cristianos para el socialismo". No queremos ni relativizar nuestra fe ni absolutizar el socialismo. Nuestra fe es un absoluto a nivel de respuesta existencial a Dios y nuestra opción por el socialismo es relativa a la situación concreta que está viviendo el mundo actual, y en concreto México, de un capitalismo dependiente del imperialismo eterno a nosotros y explotador en cascada sucesiva de niveles; que ha producido países pobres y países ricos a costa de los pobres; hombres pobres y hombres ricos, a costa de los hombres pobres. Y esto de una sistemática a través de convertir el trabajo humano en mercancía más o menos bien pagada y de distribuir los bienes no según las necesidades de los hombres, si

no según las leyes ciegas del mercado que a pesar de su ceguera siempre favorecen al que más tiene el detrimento del que tiene poco o nada tiene.

Por la fe somos libres para ocuparnos en que el Reino de Dios venga. Por el análisis de la situación real que hacemos queremos tomar y hemos tomado la opción por el socialismo como nuestra manera concreta de preparar hoy el Reino de Dios, la intervención de Dios en nuestra historia, que sucede ciertamente, pero no sin los hombres.

Al llamarnos "cristianos por el socialismo" nos hemos hecho sospechosos a algunos que han querido leer más bien "socialismo por el cristianismo". Aleccionados quizá por experiencias históricas han sospechado un oportunismo de la(s) Iglesia(s) que tomamos la opción socialista por si ésta es la que a fin de cuentas da resultado. Así de todas maneras la(s) Iglesia(s) quedaría(n) en el bando de los ganadores.

A una sospecha no se responde con palabras. Se espera a que los hechos la comprueben o la disuelvan. Nuestras palabras dan testimonio de lo que somos y la sospecha recae precisamente en lo que somos. Seremos conocidos por nuestros frutos. Por lo demás para no identificarnos con nuestra respectiva Iglesia. Sin renunciar a ella, nos referimos a nosotros mismos con el concreto Cristianos; estos hombres-cristianos que somos nosotros y que hemos optado por el socialismo.

ENTRE LA PROCLAMA Y LOS PROGRAMAS. Héctor Borrat.

2a. parte del artículo sobre la teología de la liberación, publicado en la revista "Vispera" Montevideo II 1.973.

#### LA LUCHA DE CLASES.

La lucha de clases - como la lucha antimperialista, de la que es una dimensión inseparable -- plantea cuestiones muy serias a la unidad de la iglesia que ni siquiera hemos comensado a formular. He aquí todo un campo a roturar por los teólogos de la liberación.

La división interna se agudiza todavía más cuando la polarización de las opciones, ante la dureza de la situación, "coloca a unos cristianos entre los oprimidos y perseguidos y a otros entre los opresores y perseguidores" (Gutiérrez pp. 170ss) En los perseguidos, esos bienaventurados, encontramos una perspectiva drásticamente cristocéntrica. La del viejo luminoso himno Filipenses 2, como mostraremos en una próxima "perspectiva" Creemos también que todo el redescubrimiento, y a qué precio, que en América Latina estamos haciendo de esta temática debería llevarnos, de una vez por todas a una relectura del Apocalipsis, ese libro tan incómodo para el privatismo y al apoliticismo noratlántico y por lo mismo omitido por los ensayos teológicos que de allí nos vienen.

## TEORIA DE LA DEPENDENCIA Y TEOLOGIA POLITICA

De la teoría de la dependencia destacan los teólogos de la liberación la ruptura con el desarrollismo, la concepción de nuestro subdesarrollo como el subproducto histórico del desarrollo de otros países, la radicación de América Latina en la periferia frente a los centros de poder mundial, la urgencia de una acción política inmediata, la reformulación de la teoría del imperialismo desde el punto de vista de los países dominados ( Gutiérrez, pp 105-144).

El esfuerzo académico realizado por los científicos sociales latino-americanos - que dieron forma a la teoría de la dependencia precede y prepara, pues, el de los teólogos de la liberación. Si " el mérito mayor de la Teología de la Liberación quizá esté en su insistencia en el punto de partida histórico de su reflexión: la situación de " América Latina Dominada " ( Assmann p. 24) se trataría de un mérito de difusores, de divulgadores, pero las glorias de la autoría no estarían en estos teólogos de la liberación sino en los científicos sociales de la dependencia.

De la teología política europea recibe la teología de la liberación el elenco de sus proposiciones mayores: la dimensión política de la fe por oposición a su interpretación privatista, la concepción de la iglesia como institución de crítica social, el énfasis en la praxis (Assmann, pp 13s). La Teología de la liberación fue definida por sus primeros autores como teología política (Assmann p.116) y el propio Assmann - que entiende que lo recibido de los europeos no alcanza porque - su contenido socioanalítico es deplorablemente vago y porque dejaron demasiado de lado el marxismo - le endilga un " hacia" indicativo de la meta del movimiento: "hacia una Teología Política Latinoamericana"(p.24) Por eso, "definiéndose como - reflexión crítica sobre la praxis histórica de la liberación en el sentido de toma de cuerpo de la fé, la " Teología de la Liberación" se presenta explícitamente como una forma latinoamericana de Teología Política (cfr. escritos de G. Gutiérrez M.J.A. Hernández y otros"(Assmann p.24).

Pero Qué entiende por " praxis" la teología de la liberación? A la pregunta por la praxis acabamos de dedicarle un informe (Vispera 29). Sorprende en verdad que haciendo de ésta su noción central, no la defina ni le asigne contenidos precisos. Habla de " praxis", " praxis social", " praxis revolucionaria", " praxis - histórica", " praxis cristiana" La liga con el amor. Reconoce que es " asunto con trovertido" la determinación del papel exacto que ella desempeña en el pensamiento de Marx (Gutiérrez p. 25) Le asigna carácter "adulto" (Gutiérrez p.65). La ve gradualmente convertida - como "praxis social" - en " el lugar mismo en el que el cristiano juega - con otros - su destino de hombre y su fe en el Señor de la historia" (Gutiérrez p.69) La entiende como " la obra del hombre" puesto que la salida de Egipto que refiere el Exodo operó "la desacralización de la praxis social" (Gutiérrez p.199) La enraza con otra categoría no menos ambigua: " El compromiso de los cristianos en la historia" (Gutiérrez p. 97 )/.

### A NIVEL ORAL

Oyendo hablar de la " praxis" parecería que a veces se la entiende como alternativa de la fe (como si la fe fuera un puro lato intelectual, no la respuesta en tera del creyente) o de la iglesia (como si ésta no acumulara veinte siglos de acción liberadora). O como algo que empieza con y se limita al " compromiso" polí

tico ( como si la historia comenzara con cada uno, o con cada generación; como si en tal " compromiso" se agotara la vida de la fe.

Aun cuando ganra en precisión, la noción de praxis seguira mostrándose - paradójicamente- poco operativa como pauta para optar políticamente por cuanto su función " liberadora" recién se verificaría cuando la liberación ya ha tenido lugar, que no es el caso de Latinoamérica. Mientras, la así llamada "praxis revolucionaria" se suele presentar no unívoca sino pretendida por tantos movimientos, partidos y grupúsculos como los existentes dentro de la izquierda de cada país. Y Ya - se sabe que, con frecuencia estas variantes no sólo divergen sino que hasta se - controponen entre sí (alcanzaría con repasar las protestas de la ultraizquierda - en Chile y Perú o la radical discrepancia táctica entre el Frente Amplio y los tu pamaros en el Uruguay para comrpobarlo.)

Oriundo del existencialismo, el "compromiso" ha venido funcionando como un comodín dentro de cierta literatura postconciliar de entonación progresista, sobre todo la escrita en francés y por tanto de rápida acogida por la francofilia de --- nuestras elites. Describe una actitud individual pero no una opción política. Y por eso se manifiesta no sólo insuficiente sino también equívoca: tan "cristiano-comprometido" puede ser el más acérrimo integrista como el militante de izquierda. Puesto que es la adhesión subjetiva, el "jugarse", el "quemarse", la "apussta", - el único criterio que a estos efectos cuenta.

#### EL PRIMADO DEL ANTIGUO TESTAMENTO.

Con el "éxodo" entramos, nos parece, en una comprobación a primera vista sorprendente: en la lectura de la Biblia que hasta ahora viene haciendo la teología de la liberación, el Antiguo Testamento predomina sobre el Nuevo. Y a niveles de oralidad, muchas veces no se trata del éxodo entendido a la luz pascual de la Nueva Alianza sino del éxodo como paradigma bíblico para nombrar y privilegiar la si tuación de América Latina.

Pero habría que llevar más lejos la objeción y decir que, en tales casos, el - relevamiento del paradigma no responde siquiera a una lectura judaizante del segundo libro del Pentateuco. De hecho, es un paradigma vaciado de lo que más importa desde la propia perspectiva veterotestamentaria: la acción liberadora de Dios. " Yo soy Yahvé; Yo os libertaré de los duros trabajos de los egipcios, os libraré de su esclavitud y os salvaré con brazo tenso y castigos grandes. Yo os haré mi - pueblo, y seré vuestro Dios; y sabréis que Yo soy Yahvé, vuestro Dios, que os sacaré de la esclavitud de Egipto. Yo os introduciré en la tierra que ha jurado dar a Abraham, a Isaac y a Jacob, y os daré en herencia. Yo Yahvé. (ex 6,6-8) Todo el Exodo es una celebración de este hecho centra a la fe de Israel: "Es Yahvé quién, por su fuerza, te ha hecho salir de Egipto" (ex 13,6) Yahvé, y no Moisés, no el - Pueblo - así como es Dios y no hombre ni pueblo alguno el que hace la pascua de - la Nueva Alianza, resucitando a Jesús, el Cristo.

Oyendo hablar del paradigma, parecería entenderse a América Latina como "el" pueblo de Dios en trance de liberarse él mismo, por sí y ante sí, del área metropolitana, la cual hace las veces de " el" opresor egipcio. Erigiéndose él mismo - en "el" protagonista, sería éste un "Pueblo de Dios" sin Dios y por tanto sin una Palabra que le abra una promesa liberadora, que le exija una respuesta obediente, que lo coloque ante la alternativa de la obediencia a lo que Dios manda o el juicio. Encogiéndose en las dimensiones de un continente, se trataría de un "Pueblo-

de Dios" sin vocación de catolicidad, que se absuelve así mismo a costa de los otros, que no se reconoce pecador ni, por tanto, sometido al juicio de Dios y a su gracia liberadora.

#### EL EXILIO DEL CUERPO.

De dónde arrancan estos equívocos? El Vaticano II y sobre todos sus glosadores francófonos dieron inmenso prestigio a la categoría "Pueblo de Dios"; el protestantismo de cuño anglosajón - precisamente el más extendido entre los movimientos ecuménicos ginebrinos - auspició a su vez los paradigmas veterotestamentarios - (hay un fundamentalismo de paradigmas, heredero del fundamentalismo a secas). Pero de estos últimos, cierta teología de la liberación adoptó uno solo, el éxodo - don de más directamente se destaca la dimensión liberadora - imitiendo entre otros al exilio - que traslada el énfasis al juicio de Dios sobre su propio pueblo. Y algunos glosadores y coautores orales de esa teología llevaron la simplificación a los extremos de caricatura que acabamos de rastrear. Así entendido, el éxodo deja de ser el eje de toda la Antigua Alianza y, como tal, de la promesa de la Nueva, para quedar jibarizado en la mera condición de paradigma de América Latina. Y este malentendido "Pueblo de Dios en éxodo" relaga o lisa y llanamente suprime una categoría neotestamentaria fundamental por su consistencia eclesial y por eso misionera, cristocéntrica, liberadora: el Cuerpo de Cristo. No por azar, existe exilio del Cuerpo de Cristo es concomitante con el descrédito de la "iglesia institución" y de la historia de la iglesia.

Habrá que dar un vigoroso golpe de timón para resituarse en su juicio neotestamentario al Pueblo de Dios en éxodo. Recién entonces desaparecerá este extravío - en un paradigma que de bíblico nada tiene, y quizás también cierto abuso del paradigma - aún del bíblico - bastante desafortunado puesto que tiende a membretar la historia en viejos moldes, como si ella pudiera repetirse. Nos tenemos que hasta ahora la teología de la liberación, en sus niveles de distorsionada difusión oral, parece más bien inclinada a una espiritualidad judaizante de inocultable estirpe farisea: "Nosotros, el Pueblo de Dios en éxodo, los cristianos comprometidos en la praxis liberadora" se parece demasiado a "nosotros, los Justos" o, si se prefiere "nosotros los justificados por las obras buenas, esto es, por la revolución liberadora".

#### " DENUNCIAR "

Si volvemos a las fuentes escritas, y en ellas buscamos al Cuerpo de Cristo, - esto es la Iglesia, ¿ qué imagen se nos ofrece?.

La teología de la liberación propone una iglesia en misión, pobre pero consciente de su peso social - ya lo vimos - volcada ella misma hacia los pobres, en ejercicio de una función crítica de la sociedad a través de la "denuncia profética": "No hablar, es constituirse en otro tipo de Iglesia del silencio; silencio frente al despojo y la explotación de los débiles por los poderosos. De otro lado, la mejor manera para la Iglesia de romper sus lazos con el orden presente - y perder así ese ambiguo prestigio social - no sería precisamente, denunciar la injusticia fundamental en que está basado? ( Gutiérrez pp 172s cf. p 331. )

Gutiérrez recuerda que Medellín pide a los obispos "denunciar todo aquello que al ir contra la injusticia destruye la paz" (p.155). Pero ¿ Qué pasa cuando esta denuncia queda bloqueada por ese "orden presente" y no puede resonar en público? La iglesia que Medellín postula - anticipamos en Vispera 24/25 ( La inevitable -

implicancia política) - parece dar por supuesta la coexistencia pacífica entre la iglesia y el gobierno; incluso cuando este último es represivo y sofoca las demás denuncias, parece entenderse que la iglesia seguiría siendo (como quiere Dom Hélder) "la voz que otros no pueden hacer oír", la solitaria, última fiscal ante los poderes arbitrarios, la sola defensora oficialmente tolerada de los derechos del hombre.

Pero este esquema ya comenzó a exhibir sus primeras resquebrajaduras cuando ciertos sectores de la iglesia pasan a ser objeto de la represión policial. Y la fractura se ahonda cuando los perseguidos del régimen son "hombres de iglesia" en el sentido popular del término, esto es, curas y obispos, que por su propio status eclesial parecerían implicar más rotundamente a la iglesia (ante el gobierno y el pueblo) que los laicos. En tales casos, "no hablar" no es ya omisión de la Iglesia sino imposición gubernativa, fuerte, emte apuntalada por todo el aparato de poder (desde los medios de comunicación hasta el sector colaboracionista que el gobierno encuentra dentro de la propia iglesia).

#### UNA IGLESIA DE MARTIRES

Todo hace prever que estos casos de silencio impuesto se irán multiplicando concomitantemente con la agudización de la crisis y de la acción de los grupos opositores. Por eso, la iglesia tendrá que saber de ciertos silencios nuevos y sobre todo de una disciplina mucho más exigente en materia de ingresos y permanencia. Y mucho más imaginativa en sus formas de cuestionamiento que por cierto no se agotan en la denuncia pública: véase, si no, el efecto renovador que han tenido las transformaciones dispuestas por algunos colegios católicos y comunidades religiosas que rompen con un exclusivismo de clase alta y se lanzan al servicio de los pobres.

La iglesia presentada por la teología de la liberación es, asimismo, una iglesia de mártires. Hoy, dice Dussel (que dedica su libro a Monseñor Valencia y "al Padre Héctor Gallegos, sacerdote colombiano, mártir en Panamá") "hay cientos de mártires, casi miles, y con toda claridad en su martirio como los del circo romano. Esto no podríamos haberlo dicho hace diez años (p.113). De acuerdo. Pero el martirio es una gracia, no un programa para la iglesia. De ahí que siga faltando, también aquí, la mediación que deseamos para la teología de la liberación entre la proclama continental y los programas locales. A la imagen de la iglesia que hemos levantado de las tres fuentes escritas escogidas para este artículo todavía le falta operatividad. Por eso, presenta una iglesia "pobre" y volcada hacia los "pobres" pero nó, aún, a los pobres en la Iglesia, a los pobres cristianos. Los pastoralistas que se han dedicado a la "religiosidad popular" tendrían que aguijonear una reflexión teológica en este sentido. Y con los católicos pobres, la teología de la liberación empujaría a salvar una de sus grandes omisiones: María.

#### URGENCIA DE CRISTOLOGIA

¿Qué dice de Cristo la teología de la liberación?

"Hace falta una cristología latinoamericana", alerta Assmann con toda razón. Y si ahora observamos que la teología de la liberación privilegia al Antiguo sobre el Nuevo Testamento, va de suyo que Cristo sigue sin ser objeto de un abordaje central. Sobran motivos, en verdad, para que Assmann se "asuste", y nosotros con él, de "la poca agudeza de la crisis cristológica en medio de una crisis eclesíastica tan evidente" (p.139).

"Qué significa Cristo para el proceso de liberación de América Latina?". Es Assmann quien vuelve sobre esta interrogante central, para bosquejar su propia respuesta. Propone retomar la Teología de la Cruz, "restituit al hombre Jesús: la integridad de su condición humana, y asu muerte, la dimensión histórica y política que tuvo, para, a partir de ahí, retomar lo que se oculta, en la línea de desafíos no plenamente percibidos, dentro de los símbolos cristianos del Nuevo Testamento" (p.103-105).

Y de la resurrección qué?. Qué dice Assmann de este supremo acontecimiento liberador sin el cual no seríamos iglesia? Como se ha hecho moda entre ciertos sectores del progresismo católico nordatlántico, receptores tardíos de la desmitologización, el teólogo de ISAL silencia una afirmación de fé en el Resucitado. Y si menciona el acontecimiento pascual, la presencia eucarística y la esperanza parusíaca no es sino para descalificar -muy confusamente- los sentidos con que cree encontrarlos en el Vaticano II (p.139) Luego dirá que "el primer sentido de la expresión. "Cristo histórico" esto es, Cristo en la historia actual" debería ser "Cristo presente y contemporáneo en los hermanos, sobre todo en los oprimidos... por más que el descubrimiento de esa contemporaneidad de Cristo exija evidentemente el confrontarse con el Cristo en su vida y actuación de otrora" (p.156).

Si el Cristo contemporáneo se agota en esa presencia, "en los hermanos, sobre todos los oprimidos", ¿cómo reconocerle el Señor?. Desde luego, la formulación que acabamos de resumir representa UNA LINEA PERO NO TODA LA TEOLOGIA DE LA LIBERACION. No es la de Gutiérrez ni la de Dussel. En estos últimos es nítida la afirmación de fe Pero todavía no se despliega en una cristología suficientemente desarrollada.

ES EL CRISTIANISMO UNA RELIGION?

Carlos Condamines.-(Pasos 23/4/73 No. 47  
Santiago de Chile. )

El año pasado, conversando con unos cuarenta estudiantes acerca del diálogo entre marxistas y cristianos, se les preguntó si eran o no cristianos; todos excepto uno, contestaron afirmativamente; y el moderador del debate les pidió justificaran sus respuestas. "Creo en algo que ésta encima de nosotros.... Creo en Dios.. Todo lo que existe, alguien tiene que habernos hecho... No sería justo si los aprovechadores y los sinvergüenza, no resultaran castigados..." Fueron las fórmulas que más se repitieron.

En estas páginas quisiera reflexionar críticamente acerca de esa manera de ser cristiano o mejor dicho de concebir el cristianismo. No quiero juzgar a las personas que hicieron estos planteamientos, porque es evidente que no tienen toda la culpa. No son, muchas veces, sino las víctimas de una deformación "cristiana" que los de mayor calidad humana terminan por rechazar vigorosamente. Pareciera que el cristianismo ha dejado de ser un movimiento de creyentes animados por la misma fe y se hubiera convertido en una agrupación de feligreses que profesan una misma religión. Hoy en día, después de Marx y de Freud - el primero a partir de las ciencias sociales, y el segundo, a partir de la psicología profunda - la crítica de la religión y de todas las religiones se presenta como un asunto ya liquidado.

Se trata entonces de saber si y en que medida, el cristianismo es una religión.

## EL CRISTIANISMO NO ES UNA RELIGION

La realidad es que, a Dios, ya hacen como dos mil años que lo mataron los hombres. Y lo mataron porque él, siendo hombre, decía ser hijo de Dios. La verdad es que el cristianismo se ha dejado contaminar por un sinúmero de elementos religiosos que lo han desfigurado profundamente. Antes de ser una religión entre las demás religiones, el cristianismo es una fe. Nuestro Dios no es el Dios de la religión, ni tampoco el de la filosofía o de los intelectuales. Nuestro Dios es el Dios de Jesús, el Dios hecho hombre, muerto y resucitado.

Todo lo que nosotros podemos decir acerca de Dios es lo que Jesús nos reveló. A los judíos que, para simplificar, le solicitaban a Jesús les mostrara al Padre, Jesús contestaba: "Quién me ve, ve mi Padre". A Dios, nadie lo ha visto nunca, dice San Juan, Jesús nos lo dió a conocer.

Para muchos cristianos, la resurrección de Jesús es sinónimo de partida; al resucitar Jesús, Dios volvió otra vez al cielo, terminando así el tiempo de su presencia en la tierra y poniendo un punto final a su estadía entre los hombres. Esta manera de entender la Resurrección, hoy por hoy, es uno de los elementos religiosos que más dañan a la fe cristiana. Después de la Resurrección, Dios sigue estando tan densamente presente entre nosotros como antes. Su presencia es, en este momento mismo, tan real como cuando lo vestía su madre o lo tocaba un enfermo. Aún más, su presencia, a raíz de la Resurrección se ha hecho más universal; para encontrarlo, ya no es necesario hacer el viaje a Belén o aprender el idioma judío para poder hablar con El. Sólo basta con que tengamos fe. La Resurrección de Jesús no es un abandono. Jesús no es un actor de teatro que después de haber cumplido su actuación se retiró del escenario, antes que terminara la tragedia humana. Jesús no nos dijo: "Ahora yo me voy a sentar otra vez a la derecha del Padre. Yo estoy salvo. Sálvese quien pueda y que les vaya bien."

Con su Resurrección, Jesús no se ha cambiado de la cancha a la tribuna.

Creer que Dios hoy día realmente está viviendo entre nosotros, creer que somos contemporáneos y solidarios de Jesús, resulta algo chocante. Pero siempre la fé cristiana fué difícil.

Si Ud. hubiera estado en Nazareth y hubiera visto hincharse el vientre de una muchacha todavía soltera, si Ud. hubiera entrado en el taller del carpintero José y hubiera salido a un adolescente con las manos ya gruesas y las uñas negras, si Ud. hubiera estado presente en medio de la muchedumbre que pedía a gritos la muerte de un agitador.... Si Ud... Entiende.... Fueron pocos, muy pocos los que lo reconocieron.

Y Ud., a lo mejor ...

A Dios no hay que buscarle en el Cielo o encima del mundo y de la historia; para verlo no hay que levantar los ojos hacia arriba ni volver su mirada hacia atrás. No hay tampoco que sobrevolar los años para fijar su atención en el horizonte del fin del mundo. Dios está vivo ahora en lo más común y corriente de nuestra vida cotidiana. Su traje es siempre el mismo, es el traje del hombre y de todos los hombres. Su "disfraz" resulta siempre tan increíblemente sorprendente. Sorprendente justamente a fuerza de ser ordinario. Después del hecho Jesús, Dios no se distingue del hombre. Dios no puede dejar de ser el que se hizo hombre.

Para el hombre de fé, Dios deja de ser la preocupación central. Es el hombre el sacramento decisivo de la presencia de Dios en el mundo; el compromiso con Dios

es compromiso con el hombre y el compromiso con el hombre es compromiso con Dios. Para el cristiano según el Evangelio, la salvación de depende fundamentalmente -- del cumplimiento de unos cuantos requisitos rituales. No son las normas o las -- prácticas religiosas los criterios de la verdadera santidad. Para el cristiano, -- es santo quién, al ejemplo de Dios, se compromete realmente con el hombre concre-- to; para el cristiano, el hombre se salva o se condena en el momento mismo en que se hace o no solidario del hombre. El vestir al desnudo, el alimentar al hambrien-- to, el alojar al sin casa, el liberar al orpimido, en una palabra, el hacerse pró-- jimo de todo hombre necesitado es toda la ley de los profetas. El escamotear o el pasar por encima de esta exigencia "profana", es, dice Jesús, hacerse ilusión y engañarse a uno mismo. Quién puede decir que ama a Dios a quien no ve, si no ama a su hermano a quién ve? Lo que hagan al más humilde, ami lo habrán hecho.

Para el hombre religioso, esta moral, este criterio de salvación resulta es-- candaloso. Para él, el hombre no se salva sino se libera de todo lo profano y no cumple con un cierto número de prácticas religiosas.

Para el cristiano, después que Dios se hizo hombre, nada es profano y el lugar de la salvación deja de ser la esfera de lo sagrado. El hombre se salva en la tie-- rra, en el contenido de su relación con la naturaleza y sobre todo con los demás hombres.

?Será entonces que todos los que aman a los demás son cristianos? San Juan afir-- ma que: "Todo el que ama es hijo de Dios". Pero, para ser cristiano, además de ser hijo de Dios, se necesita saberlo, reconocerlo. Después de Jesús, la situación de todos los hombres, lo sepan o no, se ve fundamentalmente cambiada. Todo amor, toda verdad, toda justicia son divinos porque el espíritu de amor, el espíritu de -- verdad y el espíritu de verdad y el espíritu de justicia no son sino expresiones-- del único Espíritu de Jesús Resucitado. Alegrarse al reconocer que la historia y mi historia son santas, el dar gracias al saber que yo y todos los hombres somos hijos de Dios, el poder nombrar a mi padre, el buscar con pasión a este mismo -- Dios en cada hombre o grupo humano, esto es lo que me define como cristiano. No -- es solamente una actitud de mi inteligencia, el Dios hecho hombre es como la manzana de Mao Tsé Tung: para conocerlo hay que comerlo. Para encontrar a Dios hecho hombre, hay que dejarse comer por el hombre. Jesús no fué glorificado sino después que los hombres lo mataron. Sólo el que hace la justicia conoce la verdad.

Este es el corazón de la fe cristiana. La misa, los sacramentos, las prácticas rituales, las devociones, los mandamientos no tienen sino una importancia muy secundaria.

#### CONCLUSION

Jesús no fué el fundador de una nueva religión. Jesús fué más bien el enemigo de toda religión. Esto lo escandaliza a Ud.?

Hay que leer el Evangelio y comprobarlo personalmente. Hay muchas palabras de Cristo que lo confirman: "El Sábado fué hecho para el hombre y no el hombre para el Sábado..."; "Destruiré este templo de piedra y en 3 días lo reedificaré..." El Evangelista San Juan agrega que hablaba del Templo de su cuerpo.

Se podrían citar muchos textos más. "No me digan Señor, Señor"; "Tuve hambre y no diste de comer..."; "Uds. con sus tradiciones se pierden en los detalles y dejan escapar lo esencial". "Las prostitutas los precederán a Uds. en el Reino.."

La Historia nos enseña que algunos más tarde el Imperio Romano condenaba a muerte a los seguidores de un tal "crestos" (Cristo).

El motivo de la acusación "eran ateos".

Pareciera que después de Constantino las ramas religiosas empezaron a proliferar de nuevo en el árbol del cristianismo.

Periódicamente a lo largo de los siglos, cada cierto tiempo los cristianos sienten la necesidad de podar ese árbol, volver a las fuentes y reencontrar el sentido auténtico del Evangelio de Jesús.

Nuestra época, marcada por el signo de la secularización y por el deseo de sinceridad y de verdad, nos exige imperiosamente realizar una vez más este esfuerzo. Esta es parte importante de nuestra tarea de hoy.

LA PAZ, BOLIVIA: MEDIOS CATOLICOS CENSURAN NUEVOS DESTIERROS ORDENADOS POR EL REGIMEN DE BANZER.  
Noticias Aliadas N° 18, 3-V-73.

El diario PRESENCIA afirmó que la deportación de 20 ciudadanos al Paraguay, ocurrida el 24 de abril por presuntas actividades subversivas no es saludable y conviene corregir. Añade que las sanciones por conductas delictivas tienen que venir por los medios legales y por las autoridades competentes. Los sindicatos deben tener la posibilidad de defenderse en un juicio imparcial.

La radio católica FIDES expresó que el país no presenta una imagen constructiva ante la mirada del mundo entero a causa de los numerosos exiliados.

La nueva deportación de ciudadanos, a pocas horas de su apresamiento, fue ordenada por el recientemente nombrado Ministro del Interior, Alfredo Arce.

Los constantes pedidos de la prensa, sacerdotes y obispos, en el sentido de que los detenidos políticos sean sometidos a la justicia ordinaria, no han tenido acogida en el Gobierno.

CARACAS, VENEZUELA: UNA AUTORIDAD VATICANA SE OPONE Y DESAUTORIZA LA ORIENTACION DE LA IGLESIA LATINOAMERICANA.  
Noticias Aliadas N° 20, 17-V-73.

En una carta dirigida al Episcopado de Venezuela el Cardenal Garrone, Prefecto de la Sagrada Congregación para la Educación Católica, manifiesta su tácita desautorización a la política educativa adoptada por el CELAM (Consejo Episcopal Latinoamericano), por la CIAR (Confederación Latinoamericana de Religiosos) y por la Confederación Interamericana de Educación Católica (CIEC). Pone en duda su ortodoxia en lo que corresponde a los criterios de "liberación" y de la "educación liberadora".

En la crítica que hace el Cardenal Garrone se entrevé una represión a todos los obispos de América Latina, ya que ellos forman el CELAM, por supuestas desviaciones doctrinales en materia educativa; e implica una desautorización de los documentos de Medellín, aprobados por el Papa en los que se proclama la Teología de la Liberación y la educación liberadora.

EL VETO A DOM HELDER CAMARA EMPEORA LA IMAGEN QUE PRESENTA LA IGLESIA COLOMBIANA.

Noticias Aliadas N° 22, 31-V-73, Lima, Perú.  
Anali-CIAS N° 14, VI-73, Bogota, Colombia.

Comentarios desfavorables ha causado el virtual veto impuesto por el cardenal Anibal Munoz Duque a Dom Helder Cámara para ir a Colombia como conferecista.

Dom Helder había sido invitado por los directores del Congreso Continental de la Cámara Junior, que se reunirá en breve en dicha ciudad. Los organizadores del evento se dirigieron al cardenal Munoz Duque para pedir su "visto bueno", a lo cual él contestó: "Al leer su carta me apena darme cuenta de que se trató de un recurso ex post facto, lo que no deja la libertad total de la decisión. A fin de no crear antecedentes de este género, me parece mas oportuno abstenerme de comunicarle parecer alguno al respecto..."

Esta abstención ha sido interpretada por todos los sectores como un veto a la presencia, al pensamiento y a la participación de Dom Helder. En este sentido opina el vespertino EL ESPACIO, señalando que "en lenguaje diplomático, que es el usado en la corte por el actual cardenal Munoz Duque, abstenerse quiere decir NO".

Agrega la publicación que, "para no comprometerse ni meterse en líos, voceros del episcopado consultados se abstuvieron de comentar el incidente pero estuvieron de acuerdo en opinar que es un signo bastante desfavorable para la imagen que en la actualidad tiene la iglesia colombiana en los demás países del continente".

El diario EL ESPECTADOR afirmó que la actitud de la jerarquía colombiana "es también embarazosa para los mismos colombianos, cuya nación sigue presentando ante el mundo una imagen equívoca, contradictoria y provinciana".

COLOMBIA: LOS INDIGENAS RECLAMAN SUS TIERRAS AL SEMINARIO CONCILIAR DE LA ARQUIDIOCESIS DE POPAYAN Y COMO RESPUESTA RECIBEN LA CARCEL.

Noticias Aliadas N° 22, 31-V-73.

También dirigen un telegrama al Papa en los siguientes términos: "Su Santidad Paulo VI. Estado Vaticano, Italia. Solicitamos intervención de Su Santidad sean devueltas nuestras tierras hoy injustamente retenidas por el Seminario Conciliar Arquidiócesis de Popayán, terminando per secusión y carcel indígenas reclamantes. Cabilde indígena de Coconuco, Cauca".

Hace unos 30 años, cuando el afán expansionista de la arquidiócesis de Popayán se apoderó de parte de las tierras de la parcialidad indígena de Coconuco, Cauca, y construyó allí un Seminario, comenzaron los problemas entre aquellos y los nativos. En ese entonces, la "razón" acompañó a la iglesia. Sus "armas" iban dirigidas a la conciencia mágica de un pueblo oprimido, por eso "en los pasados años la iglesia arquidiocesana tuvo litigio con nosotros por esas tierras pero nos 'complejaron' diciendo que seríamos excomulgados. Con ese respeto todo nos han quitado" (Ramón Sauca).

La noche del 21 de octubre del año pasado, luego de informar a las autoridades de la acción que se proponían desarrollar y de los derechos y las leyes que los cobijan, 13 miembros del cabildo indígena invadieron las tierras del seminario. En los días que siguieron, a pesar de la vigilancia policial, otros indígenas entraron a reforzar esa toma de tierra hasta ajustar un total de 45 personas. La presión no se hizo esperar entonces. Durante los dos primeros días los policías se dedicaron a quemar los ranchos y los cultivos que iniciaron. Al tercero se llevaron presos a 32 indígenas y los retuvieron por varias semanas. Además les decomisaron sus herramientas de trabajo y hasta hoy no les han sido devueltas.

Por su lado, ~~Monseñor~~ señor Marín, uno de los colaboradores del obispo de Popayán, decía: "Aunque no tengo cartas en el asunto, estoy de acuerdo que a los invasores hay que aplicarles todo el rigor de la ley y esos indios son invasores. No sé si la intervención de la policía fue solicitada por el señor arzobispo, pero la apruebo enteramente. Yo soy solidario con mi obispo. Yo me equivoco con él. Pero en este caso no hay equivocación posible porque la legislación es muy clara: si alguien entra en mi casa sin mi permiso aunque esté muerto de hambre o de frío, tengo derecho de llamar a la policía y hecharlo".

Pero veamos la razón aducida por la jerarquía. La Curia dice poseer escrituras que datan desde 1911 y 1916, y que les "confieren el derecho de propiedad sobre 400 hectáreas". Sin embargo los indígenas sostienen: "los padres compraron ilegalmente a un tinterillo de Coconuco que había acaparado ilegalmente la tierra de resguardo. Eran unos pequeños lotes, pero desde hace 25 años o más comenzaron a ampliar sus dominios a costa de la comunidad. Fueron trayendo peones de fuera y derribando montañas del resguardo y aunque la comunidad indígena presentó oposición hace 25 años y 15 años y 12 años, siguieron ampliándose hasta arriba hasta coger 300 hectáreas".

Otro factor que incide dentro del problema es el pago de los diezmos, institución medieval de la iglesia que aún conserva su vigencia en algunas regiones de Colombia. Durante el año pasado los indígenas no quisieron pagar a la iglesia. "Hasta hace un año se le dió una dote a la iglesia para la siembra de trigo, y este año no se le ha dado nada. Como hemos visto que ellos están disfrutando de toda esa tierra que es nuestra. Antes nos llevaban a trabajar que en la iglesia, que en el cementerio, que en la plaza, que en la hacienda, pero hemos visto en la ley 89 de 1890 que no estamos obligados a eso. Siempre pagando nosotros mientras los riquitos no ayudan..."

Por su parte, los indígenas alegan que el artículo 40 de la ley 89 de 1890 les reconoce como únicos dueños de la tierra. Este artículo dice que las tierras de resguardo no pueden ser enajenadas legítimamente y que toda venta que se haya hecho de ellas no tiene ningún valor. Sin embargo las autoridades se niegan a reconocer esto.

+ + + + +

"Si retienen celosamente sus privilegios y, sobre todo, si los defienden empleando ellos mismos medios violentos, se hacen responsables ante la historia, de provocar las "revoluciones explosivas de la desesperación"

Pablo VI (discurso en Bogotá, 23-VIII-68)